14e année
numéro 264

10 Février 193
prix : 2 franc

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Les deux grandes duperies du "Statut moderne du travail"
par M. CHAMBELLAND

Que décidera le C.C.N. des 14 et 15 février ?
par Jean BARRUÉ

Les staliniens battus dans les T.C.R.P.
par R. DEVEAUX

Qui avait intérêt à sauver Michelin ? — La banque Lazard !
par R. LOUZON

Comment abattre le fascisme ?
par G. MICHON

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél. : **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 264

(10 février 1938)

Les deux grandes duperies du « Statut moderne du travail » ..... M. Chambelland
Le prochain congrès de la C.G.T. : Que décidera le C.C.N. des 14 et 15 février? ..... J. Barrué
Les staliniens battus dans les T.C.R.P. R. Deveaux
« La Révolte des masses » ..... Edouard Berth
Comment abattre le fascisme? ..... G. Michon

Notes d'économie et de politique

La cause de l'actuel ralentissement économique. — Vers une Nep japonaise. — Production! Production! — Qui avait intérêt à sauver Michelin? Qui pouvait jeter un milliard de francs sur le marché? — La banque Lazard! — La rançon : l'impunité des assassins de Reiss .. R. Louzon

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité

1 YVON et 1 LEGAY .... 3 fr. 50
5 YVON et 5 LEGAY .... 16 fr.
10 YVON et 10 LEGAY .... 28 fr.
50 YVON et 50 LEGAY ....100 fr.
1 SMITH ..... 3 fr.
10 SMITH ..... 25 fr.

le tout **franco.**

Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

Les deux grandes duperies du "Statut moderne du travail"

Les Chambres sont saisies de six projets de loi instituant le « Statut moderne du travail ».

Pour l'heure, les commissions se penchent sur les textes gouvernementaux. Elles les épluchent. Elles y apportent, semble-t-il, de nombreuses et importantes modifications.

Nous attendrons l'issue des débats du Parlement pour entrer dans le détail des dispositions nouvelles. Sans doute aurons-nous à patienter longtemps et que restera-t-il des textes de la Chambre quand ils seront passés par le Sénat?

Il se peut fort bien — c'est même l'hypothèse la plus plausible — que ces projets ne vivent pas plus longtemps que le président du Conseil qui les a rédigés et à qui les augures s'accordent à prédire une existence assez limitée.

Nous verrons bien.

Il paraît utile, en attendant, de dire pourquoi nous souhaitons précisément que lesdits projets aillent retrouver les précédents dans le sommeil éternel des archives parlementaires, les fameux « cartons verts ».

Les idées qui sont à la base de ces textes sont trop communément acceptées dans notre mouvement — surtout depuis l'avènement du Front populaire —, nous les voyons trop souvent se dresser devant nous, elles nous semblent porter trop préjudice aux intérêts ouvriers et au syndicalisme véritable, pour que nous gardions le silence.

Donner à la grève un statut légal, « démocratique », rendre définitive et sanctionner la procédure arbitrale et y soumettre les rajustements de salaires, ce sont les deux dispositions importantes du « Statut moderne ».

En d'autres temps, ces deux idées auraient révolté les militants de la C.G.T.

En 1938, cela leur paraît normal et tout à fait acceptable.

Ne voient-ils pas qu'il s'agit de deux duperies?

UNE SUITE LOGIQUE

Certes, les projets Chautemps-Frossard n'ont reçu du bureau de la C.G.T. qu'une approbation mitigée.

Les réserves confédérales correspondent à un certain nombre de protestations qui se sont fait jour, ici et là, dans des organisations importantes.

Mais une bonne part de ces protestations et de ces réserves n'ont qu'une valeur politique, donc tout à fait relative.

Elles sont surtout émises en considération du caractère du gouvernement. Les organisations qui protestent le font d'abord parce qu'elles estiment ne pas se trouver en face de ce qu'il est convenu d'appeler un gouvernement « à l'image du Front populaire ».

J'avoue n'être que médiocrement rassuré.

Quand, par exemple, le « plus beau syndicat de France » — il s'agit des métaux parisiens! — prend l'offensive contre le « Statut moderne du travail », il ne fait aucun doute que c'est une opération politique et qu'il suffirait que le gouvernement fût du goût du syndicat des Métaux — c'est-à-dire du Comité central du parti communiste — pour qu'on se rallie à des dispositions identiques et peut-être même plus graves.

Les protestations qui s'élèvent constituent cependant un symptôme. Derrière la façade de l'unanimité confédérale et malgré le bloc immoral des dirigeants réformistes et staliniens, tout ne va pas pour le mieux. Certains échecs ont causé de cuisantes blessures. Des yeux commencent à s'ouvrir et des effectifs à péricliter. Pour bien des fonctionnaires syndicaux, le départ des cotisants et la crainte d'une minorité sont le commencement de la sagesse.

Sincèrement, des militants s'indignent. Ils n'ont pas voulu cela! Comment est-il possible qu'un gouvernement qui se réclame encore du Front populaire ait établi des textes dont le but principal est de limiter et d'entraver l'action syndicale?

C'est cette surprise qui nous surprend!

Il arrive ce qui devait arriver, ce que nous avions annoncé lorsque les états-majors de notre mouvement acceptèrent à la quasi-unanimité l'institution de l'arbitrage obligatoire.

Nous avons, alors, émis des craintes. On nous a répondu qu'elles étaient chimériques car on ne pouvait supposer qu'un gouvernement de Front populaire se serve de l'arbitrage contre les ouvriers. Nous avons répliqué qu'il n'existait pas de législation de circonstance, que, si le gouvernement de Front populaire disparaissait, la loi ne changerait pas pour cela, qu'elle demeurerait la loi, que nous ne savions pas dans quelles mains pourraient tomber, un jour, les armes que nous étions en train de forger.

Nous avions raison.

Les six projets Chautemps-Frossard ne sont pas autre chose que la suite logique de l'institution de l'arbitrage obligatoire approuvée par la C.G.T. sous le gouvernement Léon Blum.

Acceptant l'arbitrage, on s'engageait par cela même à souscrire à toute la législation sociale qui devait s'édifier sur cette base.

C'est tellement vrai que les deux idées essentielles des projets Chautemps-Frossard ont été en fait lancées par l'état-major de la C.G.T., je veux parler de la neutralisation des usines et du rajustement des salaires par la voie de sentences surarbitrales sanctionnées.

Il suffira de se reporter aux délibérations de

la Commission administrative et du Comité confédéral pour vérifier mon affirmation.

Cela s'appelle donner des verges pour se faire fouetter!

La situation politique nouvelle n'est pas faite pour surprendre ceux qui savaient où pouvait nous conduire le Front populaire et de quoi il était capable. Au cours des ans, les problèmes qui se posent au mouvement ouvrier n'ont pas changé autant qu'on pourrait le croire. Le Front populaire ramène seulement à notre attention des questions fondamentales qui exigent de chacun de nous des réponses claires.

LA NEUTRALISATION DES USINES : GUERRE D'USURE

La question de la grève demeure au premier plan.

Si l'on se reporte aux jours d'avant Juin 1936, si l'on remonte le cours des années jusqu'à l'échec de la grande vague de 1920, on constate que nous avons vécu une période de seize années où la grève était devenue d'une efficacité plus que douteuse, où l'appui systématique de la force armée apporté aux patrons et la persistance de la scission syndicale empêchaient l'unanimité des mouvements, où, dans les meilleurs des cas, la lutte devenait une guerre d'usure, les patrons ayant presque toujours le dernier mot. La crise économique réduisait encore les possibilités de succès.

Pour tout dire, la grève était devenue une formule presque vide.

On peut inscrire sur les tablettes de l'Histoire syndicale que Juin 1936 fut sa renaissance sous la forme des occupations d'usines.

Quelques journées effacèrent seize ans de défaites et d'écrasement. On croyait la grève morte. Elle releva magnifiquement la tête. Ce fut tout à fait spontané. On avait si longtemps senti que la faiblesse de la grève, c'était qu'elle éloignait les combattants du champ de bataille, qu'elle laissait l'usine aux mains des patrons et que, grâce à l'interdiction du « picketting », ceux-ci pouvaient aisément recruter des « jaunes », que, d'un coup, dans tous les métiers et dans toutes les villes l'idée de l'occupation réalisa la plus formidable unanimité ouvrière qu'on ait jamais vue!

On avait enfin retrouvé le moyen de coincer le patron.

La grève reprenait sa force, sa valeur.

L'occupation des usines devenait la forme moderne du droit de coalition.

Et voilà maintenant qu'on nous parle de « paix sociale »! Nous savons que cela veut surtout dire que les ouvriers doivent rester tranquilles, et qu'au besoin on leur restreindra le droit de cesser le travail. Ne soyons pas dupes. En fait, il s'agit bien d'enlever à la grève la force reconquise en Juin 1936.

Nous voyons reparaître cette vieille histoire du vote à bulletin secret, ce vote qu'on voudrait faire se dérouler en présence d'un agent de l'autorité publique. Nous avons assez souffert des grèves déclenchées hors de saison et sans l'assentiment des intéressés (c'était courant dans la C.G.T.U.) pour savoir qu'il n'est pas d'action réelle sans le désir, la volonté, l'ardeur, l'adhésion totale de l'immense majorité des ouvriers. En ce sens, nous ne craignons pas le vote à bulletin secret avant de déclencher une grève. Mais nous ne saurions admettre cette opération sous l'œil de la police, que la tradition républicaine écarte des bureaux de vote officiels. Nous ne pourrions accepter non plus que l'on nous impose de renouveler le vote chaque semaine, comme si l'on voulait éprouver la résistance des grévistes à la petite semaine et au gré des innombrables et classiques manœuvres.

Si une grève est voulue par l'ensemble des ouvriers d'une usine, qu'une même révolte les dresse contre une provocation patronale ou pour une revendication urgente, et si les militants croient le moment bien choisi, il ne faut pas plus d'une heure ou deux pour en décider. Qui penserait à aller prévenir le patron et les autorités? Voter? S'il doit y avoir vote, c'est à nous seuls d'en décider et c'est nous seuls que cela regarde.

Donner un préavis serait enlever à la grève la force redoutable que lui donne sa soudaineté — selon la formule saisissante de Briand.

Et interdire l'occupation du lieu de travail signifie présentement reprendre à l'action ouvrière l'efficience que les journées de Juin 1936 lui avaient rendue.

Ne nous étonnons pas de voir le gouvernement Chautemps-Frossard condamner les occupations d'usines.

Nos états-majors l'ont précédé dans cette voie!

Nous sommes très loin des réserves qu'avaient soulevées les paroles de Salengro acculé par le Sénat à déclarer illégale cette forme d'action.

Depuis cette époque, la C.G.T. (sa direction) a maintes fois condamné cette tactique. Elle l'a publiquement répudiée et déconseillée.

Nous avons aujourd'hui un gouvernement dont le chef ne cesse de déclarer que toute occupation d'usine est une illégalité. Quoi de surprenant qu'il veuille l'interdire par une loi? C'est la conséquence inéluctable du renoncement et tout se paie!

Certes, des événements récents nous montrent — je l'ai déjà écrit — qu'il en est de l'occupation comme de la grève ancienne manière, et que, tout comme la grève, l'occupation peut perdre toute efficacité si l'on ne s'en sert pas à bon escient. Mais depuis quand rejette-t-on une arme parce qu'on ne sait pas assez bien s'en servir? Il reste acquis que le plus sûr moyen de contraindre un patron à satisfaire les revendications ouvrières, c'est d'occuper la boîte au moment précis où il y a le plus de travail pressé. Si l'on attend que les commandes urgentes soient exécutées et que les stocks soient refaits, l'occupation devient inefficace; le patron n'aura rien de plus

à craindre de la « neutralisation » qu'on nous propose de substituer à l'occupation.

Les occupations em...bêtent les pouvoirs publics. Ça fait mal dans le tableau, et lorsqu'elles sont bien menées, pas moyen d'en venir à bout sans donner aux ouvriers les satisfactions qu'ils réclament. Pour tourner la difficulté, on invente la neutralisation, c'est-à-dire l'évacuation de l'établissement pendant que les revendications seront soumises à l'arbitrage. L'usine n'étant plus occupée, les arbitres auront le temps de traîner!

Aucune garantie réelle ne nous serait donnée.

Sous le gouvernement actuel et malgré ses 500 voix de majorité, nous ne sommes déjà pas bien sûrs que la neutralisation ne serait pas à sens unique, c'est-à-dire que, resté maître de l'usine, le patron ne pourrait un jour la remettre en marche avec un personnel de fortune et sous la protection des autorités — comme autrefois.

Qu'est-ce que cela serait sous un gouvernement de concentration!

Et sous un gouvernement de droite!

La neutralisation éloigne les travailleurs de leur usine, elle les éparpille, les rend plus perméables aux manœuvres de toutes sortes et que nous connaissons bien.

C'est la procédure interminable, l'installation dans le conflit, les tranchées avec leur boue et leur cafard, en un mot, la guerre d'usure!

L'occupation, c'est battre le fer quand il est chaud selon le conseil de *l'Internationale*, c'est l'attaque dans le vif et tambour battant, c'est l'enlevage à la baïonnette, c'est la grève avec toute la force qu'elle tire de son déclenchement imprévu qui affole le patron!

Chaque fois qu'un gouvernement veut donner un statut à la grève c'est pour lui enlever cette vertu.

La neutralisation, c'est le recul sur Juin 1936.

C'est l'attaque contre les possibilités d'organisation et d'action sur les lieux mêmes de la production.

Heureusement, il y a loin des projets à la réalité!

Un des auteurs du « Statut moderne du travail », et non des moindres, me disait : « Cela n'empêchera rien. Après comme avant il y aura toujours des grèves et des occupations ».

Parbleu! Heureusement! La force ouvrière ne s'efface pas par un projet de loi, même pas par six.

Seulement, notre syndicalisme n'est plus celui des fondateurs de la C.G.T. Son orientation légaliste et ses tendances politiques l'empêchent déjà de *réaliser* au seul bénéfice de ceux qui mettent leur espoir en lui. La crise de confiance entre les syndiqués et les syndicats n'est pas un mythe. Toute restriction légale de nos moyens d'action ne pourrait qu'aggraver ce malaise persistant. Certains se demandent si nous n'allons pas vers une période où l'ouvrier aura trois obstacles à vaincre pour entrer en lutte : 1° le patron; 2° le pouvoir bourgeois; 3° sa direction syndicale. Il n'est que temps de remonter ce courant.

La neutralisation, c'est le renoncement à la grève.

Le mouvement syndical ne peut y renoncer.

LES SALAIRES OUVRIERS AUX MAINS DES SURARBITRES

La seconde grande duperie de ce « Statut moderne du travail » c'est l'espoir que la légalisation définitive des procédures de conciliation et d'arbitrage et l'institution de sanctions pourraient avoir pour résultat de permettre le rajustement automatique des salaires selon l'élévation du coût de la vie.

On se rappelle que la procédure de conciliation et d'arbitrage ne fut instituée que de façon limitée et provisoire par le gouvernement Léon Blum et que sa prorogation est allée de pair avec celle des conventions collectives « reconduites » par voie légale. C'est en vertu de cette loi que certaines corporations ont pu obtenir des augmentations de salaires par le moyen de sentences surarbitrales.

Mais, justement, il advient que lesdites sentences sont de moins en moins appliquées par les patrons.

Ecartons tout de suite de notre esprit que les sanctions prévues par les projets Chautemps-Frossard pourront jamais être efficaces en pareil cas. Il nous suffit de constater que lesdites sanctions ne pourront être demandées à un tribunal qu'après que la sentence du surarbitre aura été rendue exécutoire par le Conseil d'Etat. Nous connaissons la célérité de cette haute assemblée et les sentiments de ceux qui la composent. A la rigueur, le Conseil d'Etat est capable de se hâter lentement lorsqu'il s'agira de frapper une organisation ouvrière. Nous pourrons attendre des années les sanctions contre les patrons.

Ceux-là mêmes qui ont accepté dès le début la procédure de conciliation et d'arbitrage ne cachent pas aujourd'hui leur déception. Non seulement les sentences surarbitrales sont longues à venir, mais, lorsqu'elles viennent, elles restent lettre morte.

C'est cela qu'on nous propose de rendre définitif?

Merci bien!

Déjà, toutes les fois que nous allons en arbitrage nous sommes roulés sur le fond.

Il est parfaitement exact qu'un arbitrage, qu'un surarbitrage n'a pas de valeur réelle en droit. Ce sont toujours les arguments de fait qui servent au surarbitre à établir sa sentence. Le surarbitre est en général un monsieur qui n'a que des notions très imprécises de la condition ouvrière. Il se prononce en toute souveraineté... mais selon les influences qui s'exercent sur lui. Sa décision n'est favorable aux ouvriers que si l'occupation de l'usine dure encore et qu'elle gêne le gouvernement. Alors,

on a quelque chance de célérité et de justice. Mais on sait fort bien dans nos rangs ce que peuvent donner les surarbitrages rendus quand rien ne presse, soit après la reprise du travail, soit après la neutralisation. C'est la systématisation du coupage de la poire en deux, et encore! Il paraît qu'on appelle maintenant cela du Droit, avec un grand *D*.

Accepter serait confier les salaires ouvriers aux surarbitres, sans plus rien espérer des syndicats et de leur action.

Les ouvriers de la Métallurgie parisienne et ceux du Bâtiment savent ce que cela donne de positif alors que l'indice officiel pour le département de la Seine a augmenté de 35% depuis Juin 1936.

Ils n'ont même pas été rajustés de la moitié de ce pourcentage!

Nos staliniens mènent grand tapage contre la motion Jules Moch qui dit que les surarbitres doivent tenir compte de la situation de chaque industrie avant de décider les rajustements nécessités par la montée incessante et formidable de la vie chère.

C'est pourtant strictement ce qu'ont fait les surarbitres Brin et Villette dont les sentences furent acceptées par les mêmes staliniens des Métaux et du Bâtiment parisiens.

Le système Jules Moch, c'est l'échelle mobile conditionnée.

On peut résumer le système en disant qu'à chaque augmentation de ses prix de vente, le patron récupérera une part du profit qu'il avait dû abandonner en Juin 1936, et cela parce qu'il ne sera pas tenu de rajuster périodiquement les salaires au coût de la vie.

De fil en aiguille, la capacité d'achat de Juin 1936 s'amenuise et est en voie de disparition.

Seules les quelques corporations qui surent conquérir l'échelle mobile et la fixer dans leurs conventions collectives préservent la capacité d'achat de leurs membres — et encore parce qu'elles gardent une puissance syndicale capable de mettre en échec les tentatives de révision patronale.

Cela vient de nous arriver dans le Livre parisien, où les maîtres imprimeurs du Labeur ont essayé de nous persuader de n'appliquer que la moitié de l'augmentation déterminée par l'indice de la Préfecture de Police — passé de 497 à fin juin 1936 à 658 à fin décembre 1937! Nos patrons ont même demandé l'arbitrage du ministre d'Etat L.-O. Frossard alors que leur signature au bas de la convention collective les engage jusqu'à la fin de 1938 et que, par conséquent, il ne peut y avoir de contestation ni d'arbitrage de quelque sorte que ce soit.

Il est à craindre que le système Jules Moch ne leur facilite l'opération à l'avenir. En fait, les corporations qui n'ont pas été capables d'arracher l'échelle mobile permettent au patronat de tenter d'en dépouiller celles qui l'ont obtenue.

Voit-on le danger?

Il est bien temps de penser à l'échelle mobile! Aussitôt après Juin 1936, un des militants du Livre parisien essaya d'intéresser le grand état-major confédéral au système de l'échelle mobile en vigueur dans notre corporation depuis une quinzaine d'années. Ce fut en vain. L'esprit de nos stratèges était ailleurs. A l'époque, une initiative confédérale eût pourtant permis d'introduire l'échelle mobile dans les nombreuses conventions collectives qui s'élaboraient. Au moment où la plupart des conventions sont dénoncées par les patrons et ne subsistent que par la reconduction légale, il est bien tard.

L'adoption de la proposition Jules Moch montre que l'échelle mobile véritable ne peut être obtenue par la légalisation de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires. Elle comporte, au nom des difficultés des industries, le sacrifice des intérêts ouvriers. Il en sera toujours ainsi quand les ouvriers et les syndicats ne régleront pas leurs affaires eux-mêmes.

M. CHAMBELLAND.

LE PROCHAIN CONGRÈS DE LA C.G.T.

Que décidera le C.C.N. des 14 et 15 février ?

On ne reprochera pas aux camarades Biot, Delobelle, Neumeyer, Perrot et Raynaud de faire du travail précipité et de prendre des résolutions mal étudiées. Désignés le 12 janvier 1937 pour étudier une modification aux statuts rendant possible la tenue d'un congrès confédéral, ils viennent de livrer enfin le fruit de leurs réflexions et le C.C.N. des 14 et 15 février aura à fixer un mode de représentation des syndicats au congrès confédéral. L'article 45 des statuts ainsi modifié sera soumis alors à ce congrès qui décidera.

Il est grand temps que la C.G.T. tienne des assises régulières et que le syndiqué moyen ait voix au chapitre : il a avalé toutes les transformations du Front populaire, l'arbitrage obligatoire, le code du travail et il voudrait peut-être donner son humble avis aux responsables

de cette cuisine. Que la tenue d'un congrès sur le mode ancien soit à peu près impossible, d'accord. Nous ne sommes pas de ceux qui préconisent les congrès-meetings, les congrès-démonstrations avec accompagnement de chants, fanfares de scène et autres attractions. De pareils congrès se manœuvrent aisément et le syndicalisme n'a pas à souffrir d'une manœuvre de plus... Mais je ne pense pas que la commission ait abouti à un projet acceptable. Voici d'ailleurs la procédure qu'elle envisage : Les syndicats appartenant à une même fédération et adhérant aux U.D. d'une même région confédérale mandatent un délégué à une réunion de « groupe ». Ce groupe a pour mission exclusive de choisir une délégation devant représenter les syndicats du groupe au congrès. Deux points à trancher :

1°) les votes au congrès sur les rapports présentés : ils se feront toujours d'après le barème de l'article 43 et les délégués émettront des votes suivant les directives des syndicats;

2°) le nombre des délégués du groupe : un délégué par 5.000 (ou 10.000) adhérents, avec blocage jusqu'à 3 régions si le total des syndiqués du « groupe » n'atteint pas 5.000 (ou 10.000).

Telle est — résumé à l'essentiel — l'économie du projet qui va être soumis au C.C.N.

L'erreur la plus grave c'est, à mes yeux, d'accentuer la prépondérance des fédérations sur les unions. La *Révolution prolétarienne* a maintes fois souligné cette lente évolution du syndicalisme vers le type trade-unioniste. La C.G.T. tend à devenir la somme des fédérations d'industrie qui la constituent. L'intérêt de la base locale c'est d'arracher le syndicalisme à des vues étroitement corporatives, de permettre la confrontation des syndiqués de métiers très différents et l'originalité des congrès confédéraux, c'était bien de faire fixer l'orientation du syndicalisme par des délégués de la base échappant au cadre rigide des fédérations. Le projet de la commission écarte tout ce passé qui pue sans doute l'anarcho-syndicalisme... Le « groupe » sera une petite émanation de la fédération d'industrie. Au surplus il n'aura rien à faire qu'à désigner des délégués qui seront — dira-t-on le contraire? — les mêmes camarades qui vont habituellement au congrès de la fédération. A *aucun moment* les délégués réguliers de la base ne se rencontreront avec des syndiqués d'une autre profession. Redoute-t-on les mauvaises fréquentations et réserve-t-on de tels contacts pour des gens aguerris, délégués au second degré? Je ne crois pas exagérer en disant qu'une telle procédure est l'enterrement définitif de ce qui fut le syndicalisme français.

Et puis il faudrait s'entendre sur le rôle d'un congrès! Le projet de la commission prévoit des votes par mandats « sur des rapports établis par le secrétariat sur les questions à l'ordre du jour et adressés à chaque syndicat ». Fort bien. Mais il est indispensable que le secrétariat transmette des contre-rapports, des contre-motions proposées par des syndicats ou ensemble de syndicats. Sinon que va-t-il se passer? Le congrès sera appelé à se prononcer sur des questions non débattues par les syndicats de base et si des votes interviennent à mains levées ils seront émis par des délégués irresponsables et désignés sur un mode proportionnel plus ou moins compliqué. Or ceci se produira : nul n'ignore l'art des « motions de fin de congrès » et l'astuce de faire avaler à un congrès les pires choses « au travers de la solidarité ou de la sympathie »! Et ainsi on aboutit à l'incohérence, à un mélange de votes émis dans des conditions entièrement différentes... à moins que — et c'est là le danger! — on n'arrive un beau jour à donner à tout ceci une apparence de raison en introduisant définitivement cette représentation proportionnelle intégrale dont l'Union de la Seine apprécie les effets.

Certes la critique est facile, objectera-t-on. Tout de même, soyons sérieux : il a fallu un an pour aboutir à ce beau projet, et on le communique aux fédérations et aux unions quatorze jours à peine avant le C.C.N. qui se prononcera! Où, quand, comment les syndicats en discuteront-ils? Les comités exécutifs d'unions vont avoir à peine le temps de prendre position et de mandater le délégué au C.C.N.... et c'est cela de la démocratie syndicale!! Et la commission se fout éperdument du monde quand elle déclare que c'est le congrès qui finalement ratifiera la nouvelle procédure. Un congrès qui, pour exister, sera convoqué et constitué suivant ladite procédure!! Il semble que la manœuvre ait été bien combinée et on s'explique les douze mois de réflexion et de silence prudent de cette brave commission...

Une seule solution s'offre pour essayer de faire adopter autre chose que le projet officiel : défendre au C.C.N. un autre projet qui, hélas! n'aura bénéficié auprès des délégués d'aucune publicité préalable. Un projet bien simple, bien simpliste. Puisqu'on ne peut tenir *un* congrès, il faut tenir *des* congrès. Le secrétariat fait part aux syndicats des rapports sur les questions à l'ordre du jour (ordre du jour strictement limitatif), des contre-rapports reçus, des motions en tel ou tel sens, assurant pour tous une égale publicité. Et un congrès confédéral se tient dans chaque « région », avec la présence au bureau du congrès d'un délégué de la C.A. et de deux délégués du C.C.N. (Unions et Fédérations). Chaque syndicat sera représenté à ces congrès partiels et votera suivant l'article 43. Ces congrès auront à désigner une délégation, d'ailleurs peu nombreuse, et par exemple proportionnelle au nombre de mandats détenus par les syndicats de la région. L'unique travail de ces délégations réunies sera de centraliser les votes, les résultats des congrès et d'établir ainsi un bilan définitif donnant l'orientation de la C.G.T.

Ce projet n'est pas parfait, mais il a l'avantage de respecter strictement les principes qui ont été l'armature de notre syndicalisme. Il fait de l'orientation de la C.G.T. la « somme » des volontés de la base. Il permet la confrontation des syndicats de métiers différents. Il se refuse formellement à faire de la C.G.T. la réunion de « groupes » de syndicats de la même fédération, soigneusement tenus à l'écart les uns des autres.

Le vote du C.C.N. peut ouvrir la voie à un redressement du syndicalisme ou au contraire précipiter davantage l'intégration du syndicalisme dans l'Etat et favoriser la pénétration des partis politiques. Aux délégués des Unions de sauver ce qui peut encore être sauvé...

J. BARRUÉ.

Membre du C. E. de l'Union départementale de la Gironde.

"La Révolte des masses"

Il a paru, récemment, chez Stock, une traduction du livre de J. Ortega y Gasset, intitulé « La Révolte des masses » et qui est l'édition française d'un recueil d'articles publiés, en 1926, dans un quotidien madrilène. J'ai lu ce livre avec un très vif intérêt, et je voudrais communiquer aux lecteurs de la *R. P.* les réflexions, où sa lecture m'a entraîné. Il est remarquablement *intelligent* et l'on y trouve beaucoup à glaner. La thèse centrale est qu'à l'heure actuelle de l'histoire du monde l'humanité n'est pas, en quelque sorte, à la hauteur du niveau atteint par le progrès technique et culturel. « L'Europe, dit-il, (p. 9) n'aura pas de rémission, si son destin n'est pas confié aux mains de gens vraiment « contemporains », qui sentent palpiter sous eux tout le sous-sol historique, qui connaissent la hauteur présente de la vie et repoussent tout geste archaïque et barbare ». Or, précisément, l'Europe est en proie à une régression lamentable, qui a pris la double forme du bolchevisme et du fascisme. Parlant de ces deux mouvements, voici ce que l'auteur en dit : « C'est pourquoi bolchevisme et fascisme, ces deux essais « nouveaux » de politique que tentent l'Europe et ses voisines, *sont deux exemples évidents de régression essentielle.* Non pas tant par le contenu positif de leur doctrine, qui, pris isolément, recèle bien entendu une part de vérité — qui, dans l'univers, ne détient sa parcelle de raison? — que par la manière anti-historique, anachronique, avec laquelle ils traitent leur part de raison. Mouvements typiques d'hommes-masses, dirigés comme tous ceux qui le sont par des hommes médiocres, intempestifs, sans grande mémoire, sans « conscience historique », ils se comportent, dès leur entrée en scène, comme s'ils étaient déjà du passé, comme si, arrivant à l'heure actuelle, ils appartenaient à la faune d'autrefois. La question n'est pas d'être ou de ne pas être communiste et bolcheviste. Je ne discute pas le *credo.* Ce qui est inconcevable et anachronique, c'est qu'un communiste de 1917 se lance dans une révolution, identique dans sa forme à toutes celles qui l'ont précédée et dans laquelle les défauts et les erreurs des révolutions anciennes ne sont pas corrigés le moins du monde. C'est pourquoi ce qui s'est passé en Russie ne présente, historiquement, aucun intérêt; c'est strictement le contraire d'un commencement de vie surgissante. C'est la répétition monotone de la révolution de toujours, c'est le parfait lieu commun des révolutions. Au point qu'il n'est pas une phrase toute faite de toutes celles que la vieille expérience humaine ait énoncées sur les révolutions, qui ne reçoive une déplorable confirmation, en s'appliquant à celle-ci : « La Révoluton dévore ses propres enfants », « La Révolution commence par un parti modéré, passe aux extrêmistes, et, très vite, se retourne vers une restauration »... En changeant le signe affecté au bolchevisme, nous pourrions dire des choses analogues du fascisme. Ni l'une ni l'autre de ces tentatives ne sont à la « hauteur des temps »; elles ne portent pas en elles cette synthèse, ce raccourci du passé, condition essentielle pour le dépasser. On ne lutte pas corps à corps avec le passé. L'avenir le vaine, parce qu'il l'absorbe. S'il en laisse échapper une parcelle, il est perdu. L'un et l'autre — bolchevisme et fascisme — *sont deux fausses aurores;* ils n'apportent pas le matin de demain, mais celui d'un jour très ancien, qui a servi une ou plusieurs fois; ils relèvent du primitivisme... Il est hors de doute qu'il est nécessaire de surpasser le libéralisme du dix-neuvième siècle. Mais c'est précisément ce que ne peut faire un régime comme le fascisme, qui se déclare anti-libéral. Car être anti-libéral ou non-libéral, c'est l'attitude de l'homme avant le libéralisme. Et comme celui-ci a triomphé une fois, il répétera indéfiniment sa victoire, ou tout s'anéantira, libéralisme et anti-libéralisme, dans la ruine de l'Europe. »

J'approuve pleinement ces réflexions d'Ortega y Gasset. Je sais bien que Sorel a vu dans la Révolution russe l'aurore d'une « ère nouvelle » et non, comme notre auteur, une « fausse aurore »; et l'on pourra, certainement, me rappeler ce jugement du Maître en faveur de Lénine. Mais ce jugement a été porté sur les tout premiers débuts du bolchevisme; Sorel est mort en août 1922, et n'a pu constater, par conséquent, ce que nous sommes bien obligés, nous, de constater en 1937, à savoir, en effet, que la Révolution russe, tout comme la Révolution française, dévore — et comment! — ses propres enfants et finit en... restauration, et quelle! après une phase extrêmiste. Sorel salua surtout les Soviets, expression d'une révolution prolétarienne, éclatant au cri de « Mort aux intellectuels » (1); il n'eut pas le temps de voir le triomphe d'un parti, le parti communiste, *tout intellectuel,* et aboutissant à une dictature, qui ne laisse plus aucune place à *ces Soviets,* acclamés par lui, métaphysicien, comme a dit l'autre, du syndicalisme révolutionnaire, et rend l'appellation « Russie des Soviets » cruellement mensongère et dérisoire. On sait, d'ailleurs (voir la brochure : *la Décomposition du marxisme*) que, pour Sorel, le mot révolutionnaire comporte deux sens profondément différents et même opposés : *un sens blanquiste,* c'est le vieux sens, celui qu'Ortega y Gasset trouve prédominant et déplorablement prédominant dans la Révolution russe, et *un sens marxiste,* celui qu'il n'aperçoit nullement en elle et que Sorel crut d'abord lui découvrir. (Ortega dit même, en note, p. 119, que « le socialisme de Marx et le bolchevisme sont deux phénomènes historiques qui ont à peine quelque dimension commune » (2). Le blanquisme, on le sait aussi, n'eut jamais, aux yeux de Sorel, le moindre intérêt; cette conquête du pouvoir par un parti politique, constituant un Etat-major révolutionnaire et finissant par établir sur les masses une dictature, pure expression de la force, opposée par lui à la violence, lui parut toujours une chose abominable et détestable, pour laquelle il n'eut jamais la moindre indulgence; il lui oppose le marxisme, c'est-à-dire *un mouvement de classe,* par lequel le prolétariat se constitue à l'état de personnalité autonome, rebelle à toute domination extérieure, et, par conséquent, à *tout parti,* même et surtout s'affichant révolutionnaire, et, ainsi constitué, ne se proposant nullement la conquête de l'Etat, mais, au contraire, sa graduelle résorption au sein des organismes par lui dressés et formés au cours même de son devenir. « L'idée de Révolution, écrit Sorel,

(1) Voir le P. S. qu'il a ajouté à son avant-propos dans ses *Matériaux.*

(2) Dans mon essai « Lénine, qui est-ce? » paru dans « Clarté » immédiatement après la mort de Lénine et reproduit dans « *Du Capital aux Réflexions sur la violence* », j'ai dit que Lénine était une sorte de Marx *redivivus* et que le bolchevisme était le marxisme en action. Cela pouvait être vrai du *léninisme,* encore que je négligeais beaucoup trop certaines différences ethniques; mais du *stalinisme,* ce n'est plus vrai du tout : le *fond russe,* dans le stalinisme, l'emporte décidément sur l'*apport marxiste!*

(*Décomposition du marxisme*, p. 21), fut pendant très longtemps identifiée à celle d'une lutte des pauvres contre les riches; cette lutte est aussi ancienne que le monde civilisé et elle a déchiré les cités helléniques; il ne semble pas qu'elle se soit beaucoup modifiée au cours des temps; *elle constitue une forme rudimentaire de la lutte de classe, avec laquelle on la confond souvent* ». « Le marxisme diffère notamment du blanquisme en ce qu'il écarte *la notion de parti*, qui était capitale dans la conception des révolutionnaires classiques, pour revenir *à la notion de classe;* mais nous n'avons plus la notion vague et vulgaire de la classe du sociologue, considérée comme un amoncellement de gens de même condition; nous avons une société de producteurs, qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état et qui se regardent comme ayant une unité tout à fait analogue aux unités nationales. Il ne s'agit plus de conduire le peuple, mais d'amener les producteurs à penser par eux-mêmes, sans le secours d'une tradition bourgeoise » (p. 48). « Marx opposait la révolution prolétarienne à toutes celles dont l'histoire garde le souvenir; il concevait cette révolution future comme devant faire disparaître « toute la superstructure des couches qui forme la société officielle ». Un tel phénomène comporte la disparition des intellectuels et, surtout, de leurs forteresses, qui sont l'Etat et les partis politiques. Dans la conception marxiste, la révolution est faite par les producteurs, qui, habitués au régime de l'atelier de grande industrie, réduisent les intellectuels à n'être plus que des commis accomplissant des besognes aussi peu nombreuses que possible. Tout le monde sait, en effet, qu'une affaire est regardée comme d'autant mieux conduite qu'elle a un plus faible personnel administratif » (p. 50-51). Ayant cité l'opinion de Marx sur les sections de l'Internationale italienne « conduites par des avocats sans causes, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard, des commis-voyageurs et autres employés de commerce », Sorel commente : « Il est difficile de montrer plus de répugnance pour l'invasion des organisations prolétariennes par des intellectuels, qui y apportent les mœurs des *machines politiques*. Marx voit très bien qu'une telle manière de procéder ne peut conduire à l'émancipation du monde des producteurs; comment ceux-ci pourraient-ils posséder la capacité nécessaire pour diriger l'industrie, s'ils sont obligés de se mettre sous la tutelle des politiciens pour s'organiser? Il y a là une absurdité qui ne pouvait manquer de paraître révoltante à Marx » (p. 52).

Je pourrais multiplier les citations; celles-là suffiront, je pense, pour donner une idée de ce que Sorel entendait par *révolution*, au sens marxiste. Cette petite brochure de la *Décomposition du marxisme* est, d'ailleurs, à lire tout entière, à lire, à relire et à méditer (3), si l'on veut comprendre la position exacte du syndicalisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier moderne et comment Sorel a pu dire qu'il était la seule traduction authentique du *vrai* marxisme, en ce qu'il a de vraiment original. Ortega y Gasset pense que le bolchevisme russe a aussi peu de rapports avec le marxisme que le chien, animal aboyant, en a avec le Chien, constellation; et je crois que Sorel, bien qu'il en ait salué l'aurore avec un certain enthousiasme, en tomberait, aujourd'hui, d'accord avec lui. Sorel, je le répète, saluait *les Soviets*, comme expression d'un pouvoir prolétarien pur; mais il aurait détesté le stalinisme, dictature en effet détestable et monstrueuse d'un parti à tendances beaucoup plus asiatiques qu'européennes, puisqu'il demande aux individus qui en font partie, non pas seulement le sacrifice de leur vie, ce qui est normal, mais aussi celui de leur honneur, ce qui est monstrueux. Nos intellectuels communistes — les Romain Rolland, Aragon, Guéhenno, J.-R. Bloch et autres *seigneurs* de moindre importance — trouvent cela naturel, sans doute, et restent... staliniens; grand bien leur fasse; mais leur attitude n'est pas faite pour redonner à l'intellectualité... bourgeoise un lustre qu'elle a perdu pour toujours et faire oublier ce que j'ai appelé, naguère, les « méfaits des intellectuels »; on pourrait même inviter les prolétaires à crier plus que jamais « mort aux intellectuels », et à se cantonner farouchement dans leurs syndicats et à chasser loin de leurs organisations ces tristes prostitués au satrape russe. « Loin de moi, communistes, s'écriait déjà notre Proudhon, votre présence m'est une puanteur ». Nous n'avons pas vraiment beaucoup de raisons, nous, en l'an de grâce 1937, pour atténuer l'horreur traduite par ce cri, nos communistes actuels, en ayant, comme on dit, remis! (4).

On dit toujours — c'est devenu un vrai *slogan* — que Sorel est le père commun du bolchevisme et du fascisme. Je m'inscris en faux, aussi souvent que je le puis, et toutes les fois que j'en ai l'occasion, contre cet énorme contre-sens. Ce n'est rien comprendre au « sorelisme » — si *sorelisme* il y a — que de confondre la violence syndicaliste, manifestée au cours des grèves, avec les soi-disant violences bolchevistes ou fascistes; celle-là tend ou doit tendre à la destruction de l'Etat, celles-ci ne visent qu'à un renforcement monstrueux de l'Etat traditionnel, de l'Etat régalien ou césarien. Et s'il y a une catégorie sociale que Sorel ait particulièrement détestée et signalée à l'animadversion des prolétaires, c'est bien, je crois, les Intellectuels, dont il déclarait incurable la vocation étatique et dont *l'idéalisme* (!) aboutissait toujours à l'exaltation de l'Etat, de l'Etat, ce « monstre froid », comme disait Nietzsche, ce Vampire, et que J. Ortega y Gasset dénonce, lui aussi, comme le grand danger moderne. Le prolétariat, disait Sorel, n'a pas à exécuter quelque mandat, superlativement idéaliste, que lui dicteraient des intellectuels assoiffés, soi-disant, d'une justice abstraite, en marche vers l'avenir; car, cela, c'est précisément l'origine et la cause de l'établissement de tous ces pouvoirs dictatoriaux et terroristes, dont l'histoire nous offre tant de spécimens monstrueux et dont le bolchevisme et le fascisme sont les plus récentes incarnations et non moins monstrueuses (5). Sorel, on le sait pourtant bien, distinguait soigneusement la violence de la Force et il abominait surtout la Force qui se déguise sous un appareil judiciaire : les régimes de terreur ne lui inspiraient aucune indulgence et il a tancé vertement Jaurès, pour avoir essayé de disculper nos pourvoyeurs de guillotine. Il n'y a donc aucune apparence pour que les procès monstrueux, avec lesquels cette brute de Staline se débarrasse de ses adversaires, auraient

(3) Mais sait-on encore, à l'heure actuelle, ce que c'est que lire, relire et méditer? Y a-t-il encore des gens pour avoir ce qu'on appelait *des livres de chevet?* On veut *agir* et le bagage intellectuel qu'on emporte pour l'action est fort mince!

(4) Le parti communiste, en son 9e congrès, vient cependant d'envoyer encore des adresses de sympathie à ces intellectuels, présentés comme incarnant la Pensée française! Tristes représentants d'une triste... pensée française!

(5) Je m'excuse d'employer si souvent cette qualification, mais notre temps est tératologique et les *monstres* y pullulent!

eu son approbation : il les aurait vomis avec la même indignation qu'il a maudit la guerre de la faim faite par les Alliés aux révolutionnaires russes, ceux... des *temps héroïques*. Les violences syndicalistes, constatées au cours des grèves, sont assimilées par lui à des *actes de guerre* accomplis en rase campagne par deux armées s'affrontant en combat régulier; et, dans *l'épopée des grèves*, qu'il avait... rêvée, il espérait bien que le prolétariat s'éléverait au sentiment du sublime et ne souillerait pas sa victoire par des abominations analogues à celles qui ont souillé la Révolution bourgeoise et l'ont à jamais déshonorée. Alors, à quoi rime ce *slogan* d'un Sorel bolchévisant ou fascisant? Ortega y Gasset dit quelque part dans son livre que la doctrine de la violence de Sorel (6) est périmée; mais je crains qu'il ne l'ait pas, lui non plus, très bien comprise ou qu'il ne l'ait comprise que tout de travers et selon le *slogan* habituel et devenu bien vulgaire. Qu'il relise donc avec soin *les Réflexions* et me dise s'il n'a pas commis le contre-sens que je signale.

Pour bien saisir cette doctrine, il ne faut pas oublier que Sorel, normand comme Corneille et Flaubert — ses deux idoles littéraires — est, avant tout, *un cornélien* et un cornélien, pour qui *Horace* était la tragédie cornélienne par excellence. On l'a comparé à un Wiking ou à un Corsaire; et il aimait à parler de la *barbarie prolétarienne* (7), dont il aurait voulu que le prolétariat ne rougisse jamais : une âme de feu, affamée de grandeur et de pureté, assoiffée d'héroïsme et d'absolu — et cherchant partout la grandeur et la pureté, chez les hommes, et chez les doctrines, parmi les Etats et parmi les classes, et... ne les trouvant guère, partant sans cesse déçu et découragé de ne les point rencontrer plus souvent (8). Corneille, ou l'Ascète de la Tragédie; Flaubert, ou l'Ascète de la Beauté et de l'Art; Pascal, ou l'Ascète de la Pureté chrétienne; Proudhon, ou l'Ascète du Prolétariat révolutionnaire — voilà ses maîtres et ses dieux! Et, en même temps, un grand bon sens avisé de paysan et de technicien, un esprit aussi *concret* que possible, et se défiant, comme de la peste, des abstractions et des... idéalismes; un sens admirable de la *modération eschyléenne*, nullement un *forcené*, un doctrinaire, un sectaire ou un fanatique; un pragmatiste et un pluraliste, partisan de ce qu'il appelait la philosophie de la diremption, selon laquelle, la réalité reposant sur un trône de contradictions insolubles et divergentes, il ne fallait pas essayer de réduire à une unité scolastique quelconque ce qui est fondamentalement varié et opposé. En vertu de quoi, il demandait aux gens, aux doctrines, aux classes ou aux Etats d'être *au maximum* ce qu'ils devaient ou pouvaient être, conformément, comme dirait un hegélien, *à leur notion;* aux catholiques d'être catholiques, aux bourgeois d'être... bourgeois, aux socialistes d'être socialistes, et ainsi de suite, parce que le monde n'est pas, comme disait Proudhon, un opéra, mais une tragédie, où il importe que les premiers rôles soient tenus par des acteurs d'aussi grande allure et envergure que possible (9). On ne pouvait, au demeurant, selon lui, *réaliser sa notion* que par la lutte, la concurrence, l'antagonisme hautement déclaré et vigoureusement conduit; pénétré jusque dans les moelles de la doctrine que Proudhon a émise dans *la Guerre et la Paix* — livre qu'il trouvait prodigieux — il estimait que la paix était, généralement, destructrice des énergies et des convictions et n'avait chance d'amener que la déliquescence universelle (10); il n'était donc ni pour

(6) La bourgeoisie, affirme-t-il, n'est pas si poltronne que Sorel se plaisait à l'imaginer! Nous avons cependant vu, en Juin 1936, l'effet de cette peur, que l'occupation des usines lui a causée : elle a été prise d'une telle... frousse qu'elle a lâché, d'un coup, tout un énorme paquet de concessions! Ce n'est pas d'ailleurs sur la peur que produirait la violence prolétarienne que spécule Sorel; il voulait une bourgeoisie moins couarde, certes, mais surtout plus fidèle à sa mission historique, qui est de créer le maximum de forces productives possible et de laisser, par suite, à son héritier présomptif un héritage aussi considérable qu'on peut le souhaiter : il ne voulait pas d'une bourgeoisie qui, soi-disant par *devoir social*, laisserait tomber son esprit de conquête économique. La violence prolétarienne avait surtout pour but, à ses yeux, de rappeler la bourgeoisie au sentiment de sa mission et de l'y cantonner, le prolétariat n'étant pas un *faible*, qu'on doit protéger ni un *inférieur* qu'on doit caresser, soigner et oindre de tous les onguents d'une charité plus ou moins chrétienne ou d'une solidarité plus ou moins laïque, mais *un fort* capable de se sauver lui-même et d'atteindre, par ses propres moyens, à sa majorité historique : *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes!*

(7) Les *barbares blonds*, de Nietzsche? Non, par tout à fait, mais il y a tout de même quelque... analogie! Quant à la barbarie hitlérienne, elle a un caractère si particulier que Nietzsche ne l'eût certainement pas avouée, car il n'était ni raciste, ni antisémite, ni... le reste : il était un libre Européen, à qui cette soi-disant barbarie eût donné le haut-le-cœur, quoi qu'en pensent Rosenberg et Cie.

(8) Voir l'appendice qu'il a mis à la deuxième édition des *Illusions du progrès* et intitulé *Grandeur et décadence*.

(9) On a même écrit que Sorel ressemblait à ce spectateur populaire — spectateur idéal! — qui, de son poulailler, suit le drame avec une telle passion et se met si bien dans la peau des acteurs qu'il est tenté sans cesse d'intervenir et de crier son émotion, tant elle est vive et spontanée — rien, par conséquent, du spectateur mondain, qui, confortablement assis dans son fauteuil d'orchestre, ne prêtant à ce qui se passe sur la scène qu'une attention distraite et plus ou moins blasée, baille aux meilleurs endroits. Il est vrai qu'on lui a aussi reproché cette attitude... spectaculaire, comme étant peu convenable à quelqu'un ayant *prêché* ou *préconisé* une doctrine d'action violente. Il y a des gens qui n'arriveront jamais à comprendre que Sorel, recommandant aux prolétaires de se conduire en *grands garçons* et parfois même en héros, sans se laisser *mener* par quiconque, ne pouvait, par cela même, adopter d'autre attitude que celle du spectateur sympathisant et toujours prêt à encourager de ses vifs applaudissements l'acteur d'un drame social, où sa destinée propre se joue. Sorel ne croyait pas avoir *inventé* la grève générale, pour s'en faire le... prédicateur; l'idée grève-généraliste était, à ses yeux, la création originale du monde ouvrier lui-même; son rôle, à lui, se bornait à en tenter la philosophie et la justification théorique, estimant que, au moins dans nos pays de formation christiano-classique, aucun mouvement social de quelque envergure ne pouvait réussir sans l'appui d'une idéologie puissante et élevée.

(10) On connaît la doctrine que Proudhon a exposée dans la *Guerre et la Paix*, doctrine qui scandalisa tant les démocrates de son temps et contrista jusqu'à ses meilleurs amis, comme l'excellent et proudhonien Edouard Droz. Cette doctrine consiste essentiellement à voir dans la guerre la source, *jusqu'ici*, de toute grandeur et de toute vertu, et à espérer que le travail serait *dans l'avenir* son substitut, générateur à son tour des mêmes effets, car Proudhon — ne l'oublions pas! — termine son livre sur ces mots : « *l'humanité ne veut plus la guerre. Je crois pouvoir le déclarer en son nom* » — la guerre ayant achevé en quelque sorte sa mission et ne pouvant plus être qu'un massacre inutile. L'inquiétude de Proudhon était une inquiétude d'ordre moral : que deviendra l'humanité, demandait-il instamment, *dans sa sieste éternelle?* Et c'est à cette inquiétude qu'il essaya de répondre, en voyant dans le Travail le substitut de la Guerre. On conçoit cette inquiétude, car le spectacle de l'humanité au repos et au loisir n'est pas, généralement, des plus réjouissants et il faut assurément aux hommes plus de culture et plus de force d'âme, pour être, si j'ose dire, à la hauteur de la paix qu'à celle de

la paix sociale ni même pour la paix internationale et n'avait que railleries et sarcasmes pour les conciliateurs à outrance, les transigeants à tout prix et les humanitaires, *in omni genere et modo,* de tout poil et de tout acabit. Non qu'il fût un sanguinaire, un féroce ou... *un belliciste,* comme on aime dire; loin de là : il exécrait, au contraire, les forcenés qui abusent de leur victoire et écrasent leurs ennemis, tombés à terre et réduits à l'impuissance, convaincu qu'il fallait se montrer modéré et humain, selon les préceptes de ce que j'ai appelé *la modération eschyléenne* (11), qui conseille de ne pas braver les dieux par une attitude d'insolence orgueilleuse et effrénée; frénétique, si l'on veut dans la lutte même, mais non dans la victoire, dont la raison, le bon sens, une saine humilité et une prudence toute métaphysique doivent proscrire, ou du moins tempérer, les abus toujours possibles et les exagérations follement téméraires.

Et quand l'humanité est tombée dans une sorte d'afonie ou de déliquescence générale, quand, selon la loi de Vico, le grand Napolitain dont Sorel était également féru, elle a parcouru le cycle qui la fait incessamment passer de l'instinctif au rationnel, de la foi à la science, de la force au droit, de la poésie à la prose, et qu'elle a perdu, comme dit Nietzsche, dans cet état final, toute la force originelle du Mythe, pour ne plus ressentir que l'impuissance bavarde et ergoteuse d'un rationalisme stérile et purement destructeur, comment le *ricorso* peut-il se produire? Mais, précisément, par l'intervention du facteur *violence,* qui est, essentiellement, la révolte et le sursaut d'un groupe national (12) ou d'une classe sociale, animés d'une tension passionnée, contre cette déliquescence et cette dissolution! Le *barbare* du dedans ou du dehors qui surgit au milieu d'une société amollie par les douceurs et les jouissances d'une paix trop longue et renverse, paysan du Danube, la table, trop bien garnie, d'un festin où ne sont plus assis que des convives énervés par les raffinements quintessenciés et les moroses voluptés des Néron et des Lucullus — voilà la violence régénératrice et salvatrice!

⁂

« Il est hors de doute, écrit Ortega y Gasset, qu'il est nécessaire de surpasser le libéralisme du dix-neuvième siècle ». Et il ajoute aussitôt : « Mais c'est précisément ce que ne peut faire un régime comme le fascisme, qui se déclare anti-libéral ». La situation actuelle du monde est, en effet, dominée par ce fait que la bourgeoisie, dont le libéralisme était l'idéologie, lui fait faux bond, en présence des assauts du prolétariat révolutionnaire et se replie sur des positions *ancien régime,* pour redonner à l'économie des formes usuraires et à l'Etat des formes absolutistes, qu'on aurait pu croire à jamais dépassées. Or, comme le dit très bien Sorel, la thèse essentielle de Marx, c'est que, pour assurer le passage au socialisme, il faut que le capital industriel domine le capital financier et que l'Etat moderne soit pleinement développé, en correspondance avec cette hégémonie du capital industriel : une économie pleinement industrielle et un Etat pleinement libéral, voilà *le pont,* qui permet le passage au socialisme. Or, tout cela est, à l'heure actuelle, remis en question ou compromis, et nous assistons à une régression économique et politique, qui nous fait reculer vers l'ancien régime « ce défaut caché, comme dit Marx, de l'Etat moderne ». Et c'est cette régression que Mussolini veut nous faire prendre pour une nouveauté sensationnelle; il assure même que nous sommes entrés dans une « ère nouvelle », en entrant dans « l'ère fasciste »! Dérision et insanité! Que Mussolini nous dise qu'au point de vue italien, il était nécessaire d'achever l'œuvre de Cavour, ce serait encore, à la rigueur, admissible et plausible, et son œuvre recevrait ainsi la seule justification historique possible; mais qu'il nous la présente comme une *nouveauté* à proposer au monde entier *en modèle,* de qui se moque-t-il et se prend-il vraiment au sérieux? *Commediante!* Le fascisme, comme phénomène italien, destiné à faire rattraper à l'Italie un certain retard historique, passe encore! mais comme... *idéal universel,* holà, vous voulez rire, signor Benito! Et vous nous prenez pour des imbéciles ou des gogos. L'Italie, en entrant dans la grande guerre, a voulu se hisser au rang de « grande puissance »; et si je suis le premier à reconnaître qu'elle ne méritait pas les dédains imbéciles du vieux cynique, à la tête déplorablement légère, qui s'appelait Clemenceau, il ne faut pas non plus que sa mégalomanie (13) actuelle nous tape trop sur les nerfs! Or... *risum teneatis!* Notre Mussolini ne se prend rien moins que pour... César Auguste et veut restaurer... l'Empire romain! Voilà, en vérité, et Ortega y Gasset a bien raison, une prétention bien anachronique et bien archaïque. On en dirait autant du « national-socialisme »

---

la guerre : la paix suppose un progrès moral, dont on pourrait croire les hommes décidément incapables. Sorel, vis-à-vis de la guerre — de la guerre des Etats! — fut assez incertain : tantôt, il déclare que l'humanitarisme est une doctrine d'abrutissement et d'avachissement, et, tantôt, il ne voit plus dans la guerre qu'une horrible sottise, une absurdité sans nom; la guerre de 1914, surtout, le plongea dans le pessimisme le plus noir et il n'en augura que les pires catastrophes et les plus opaques ténèbres — ce en quoi il ne fut, hélas, que trop bon prophète. C'est que, grand moraliste comme Proudhon, il jugeait de la guerre selon ses effets moraux possibles. A la fin de son *Avant-propos* à ses *Matériaux d'une théorie du Prolétariat,* il rappelle les réflexions de Croce sur les résultats du marxisme. « Je ne crois pas, disait l'illustre philosophe italien, que l'on puisse attribuer une médiocre valeur aux effets suivants : l'abandon définitif du socialisme égalitaire et optimiste, devenu ridicule; le concours que le socialisme moderne et *historiciste* a donné et donne aux partis qui ont lutté contre toute tentative de réaction, *notamment en contribuant depuis plusieurs dizaines d'années, à empêcher les guerres européennes;* la législation du travail, les améliorations réalisées dans les conditions matérielles de la classe ouvrière et un certain relèvement intellectuel de celle-ci, qui se traduit par un sens plus concret de la réalité sociale, aujourd'hui répandu partout. Dans le domaine intellectuel il a participé au réveil philosophique et à l'élimination des niaiseries positivistes; il a rendu plus fortes les études et la culture économiques; il a indiqué de nouvelles manières de considérer l'histoire. Voici quelques-uns des dons que le socialisme a faits à la civilisation moderne ». Et Sorel ajoute : « Tous les hommes qui ont pris une part à une œuvre aussi notable peuvent s'endormir avec la conscience d'une vie utilement employée ». Il écrivait cela en juillet 1914, c'est-à-dire à la veille de la grande guerre, — c'est assez significatif!

(11) Modération dont, en 1919, sous l'impulsion du *haineux* Clemenceau, les Alliés furent totalement dépourvus à l'égard de l'Allemagne vaincue, ce qui les amena à fabriquer cette absurde *paix de Versailles,* d'où est sortie la situation présente, si lamentable, du monde.

(12) On pourrait tirer de là une justification sorélienne du fascisme; mais j'ai dit que par son contenu et ses buts la soi-disant violence fasciste est plutôt à apparenter à la force bourgeoise.

(13) Un publiciste nationaliste reprochait récemment sa mégalomanie à la... Tchécoslovaquie! Sans doute pense-t-il que l'ami Benito est un... modèle de modestie!

et du « bolchevisme ». Je veux bien qu'Hitler achève Bismarck et Staline Pierre-le-Grand; phénomène allemand, trop allemand; phénomène russe, trop russe, tant que vous voudrez, mais phénomènes qu'on doit réduire à ces proportions... très humbles et rien que nationales, de portée strictement, petitement, nationale — voilà la vérité historique. Comme le dit si bien Ortega y Gasset, le monde a connu tout de même la civilisation libérale, et n'y renoncera jamais définitivement. Il est possible que nous n'ayons pas été à la hauteur de la liberté et que nous nous soyons montrés indignes d'elle; c'est une œuvre — l'œuvre libérale — à remettre sur le chantier, mais pour laquelle nos Italiens, nos Allemands et nos Russes sont encore bien moins préparés que nous. Nous aurons peut-être à supporter, pour la punition de cette indignité, la « pénitence médiévale », que nous prédisait Sorel; et nos démo-ploutocraties, qui assurent représenter la civilisation démocratique et libérale, ne manquent pas d'aplomb et de cynisme, elles non plus. Elles sont riches, elles sont nanties, elles sont même repues, et elles appellent « amour de la paix » leur besoin de digérer... en paix leurs copieuses conquêtes! Nos Etats totalitaires, eux, sont comme des loups maigres et affamés, qui rôdent, grondants et grinçants, autour d'une table, à laquelle ils voudraient bien s'asseoir et qu'ils sont même prêts à culbuter, faute d'y être admis; *pays du Travail,* en face des *pays du Capital,* on comprend, *jusqu'à un certain point,* qu'ils se posent en victimes et qu'ils dénoncent l'hypocrisie et le « bas-ventre obscène » des démo-ploutocraties! Eh oui — mais si John Bull, Jonathan et Joseph Prudhomme sont assurément de gros bourgeois bien cossus et bien repus, vous, ô loups ravisseurs, qui tournez frémissants autour de la bergerie, vous n'apportez, en vérité, comme idéal, rien que de sinistres vieilleries et vous n'êtes que des « petits-bourgeois », à qui font envie les « grands-bourgeois » et qui n'avez, au fond, que le même idéal... bourgeois, comme il est notoire qu'en tous pays petite-bourgeoisie et grande-bourgeoisie gravitent, spirituellement, dans le même cercle : le fascisme n'est-il pas, en effet, socialement, un phénomène essentiellement petit-bourgeois, une réaction toute « petite-bourgeoise », et, par suite, profondément *réactionnaire,* bornée et stupide, en face du capitalisme? Or, si les « grands-bourgeois » sont en vérité peu sympathiques à cause de leur impudent cynisme, ils sont, tout de même, plus intelligents, plus ouverts et moins étroitement bornés. On a toujours dit que le socialisme, du moins celui d'inspiration marxiste, était l'héritier du grand capitalisme, et d'aucuns insinuent même que ce serait là sa tare et qu'il se ressent beaucoup trop de ses origines. Héritier oui, mais l'héritier, s'il s'empare de l'héritage matériel, n'est pas obligé de prendre en même temps la métaphysique du *de cujus;* et si le libéralisme doit être dépassé et surpassé, ce n'est pas certes dans le sens *fasciste,* ce qui serait une régression — Ortega y Gasset a dix fois raison! — mais dans le sens *marxiste* — *aufheben,* comme disent les Allemands, par un mot intraduisible et qui signifie qu'il faut dépasser tout en conservant.

⁂

« Le monde souffre aujourd'hui d'une grave démoralisation, qui se manifeste — entre autres symptômes — par une révolte effrénée des masses; cette démoralisation générale a son origine dans une démoralisation de l'Europe, dont les causes sont multiples. L'une des principales est le déplacement de ce pouvoir que notre continent exerçait autrefois sur le reste du monde et sur lui-même. L'Europe n'est plus sûre de commander ni le reste du monde d'être commandé... La « plénitude des temps » n'existe plus, car elle supposerait un avenir clair, prédéterminé, sans équivoque, comme il l'était au dix-neuvième siècle. On croyait alors savoir ce qui se passerait le lendemain. Mais, aujourd'hui, l'horizon s'ouvre sur des perspectives inconnues. Car on ne sait pas qui va commander, ni comment va s'organiser le pouvoir sur la terre. *Qui,* c'est-à-dire quel peuple, quel groupe de peuples, et, par conséquent, quel type ethnique; par conséquent, quelle idéologie, quel système de préférences, de normes, de ressorts vitaux. On ne sait vers quel centre vont graviter, dans un proche avenir, les choses humaines; c'est ce qui nous explique pourquoi la vie du monde s'abandonne à un scandaleux provisoire. Tout, tout ce qui se fait aujourd'hui dans la vie publique et privée — et dans la vie intime même — exception faite de quelques rares parties de quelques sciences, est provisoire. Aura raison celui qui ne se sera pas fié à tout ce qu'on vante, à tout ce qu'on montre avec ostentation, à tout ce qu'on essaye et que l'on loue aujourd'hui; tout cela s'en ira plus vite que cela ne vint. Tout, depuis la manie du sport physique (la manie, non le sport lui-même), jusqu'à la violence (14) en politique, depuis « l'art nouveau » jusqu'aux bains de soleil sur les ridicules plages à la mode. Rien de tout cela n'a vraiment de racines profondes, car tout cela n'est qu'invention, dans le mauvais sens du mot, dans le sens de caprice frivole. Ce n'est pas une création venue du fond substantiel de la vie, ce n'est pas un besoin, un désir authentique. En somme, tout cela est réellement faux. Il n'y a de vérité dans l'existence que si nous sentons nos actes comme irrévocablement nécessaires. Or, il n'y a aujourd'hui aucun politicien qui sente réellement que sa politique est inévitable, ou si l'on veut, sincère; ses gestes, ses faits sont d'autant plus violents, d'autant plus frivoles qu'ils sont moins exigés par le destin... La vie actuelle est le fruit d'un interrègne, d'un vide entre deux organisations du commandement historique, celle qui fut et celle qui sera... Les Européens ne savent pas vivre, s'ils ne sont pas engagés dans une grande entreprise, qui les unit. Quand elle fait défaut, ils s'avilissent, s'amollissent, leur âme se désagrège... Les cercles qui, jusqu'à nos jours, se sont appelés nations, parvinrent, il y a un siècle, ou à peu près, à leur plus grande expansion. *On ne peut plus rien faire avec eux, si ce n'est les dépasser.* Ils ne sont plus qu'un passé, qui s'accumule autour et au-dessous de l'Européen, un passé qui l'emprisonne et l'alourdit. Avec plus de liberté vitale que jamais, nous sentons tous que l'air est irrespirable, à l'intérieur de chaque peuple, parce que c'est un air confiné. Chaque nation qui était autrefois la grande atmosphère ouverte, est devenue une province, un « intérieur »... Tout le monde perçoit l'urgence d'un nouveau principe de vie. Mais — comme il arrive toujours en de semblables crises, — *quelques-uns essayent de sauver l'instant présent par une intensification extrême et artificielle de ce principe qui, précisément, est depuis longtemps caduc.* Tel est le sens de l'irruption des « nationalismes » de ces dernières années... C'est la dernière flamme, qui est la plus longue, le dernier soupir, qui est le plus profond. A la veille de disparaître,

(14) Il vaudrait mieux dire la *force et tous ses abus,* si l'on voulait employer un langage sorélien et observer la distinction que Sorel faisait entre la force et la violence.

les frontières deviennent plus sensibles que jamais — les frontières militaires et les frontières économiques. *Mais tous les nationalismes sont des impasses*... Ils n'offrent aucune issue... Seule, la décision de construire une grande nation avec le groupe des peuples continentaux relèverait le pouls de l'Europe. Celle-ci recommencerait à croire en elle-même et, automatiquement, à exiger beaucoup d'elle, à se discipliner... La construction de l'Europe, en tant que grand Etat national, serait, à mon sens, l'unique entreprise qui pourrait s'opposer à la victoire du « plan quinquennal »... L'échec de celui-ci équivaudrait à la déroute universelle : de tous et de tout, en un mot, de l'homme actuel. Le communisme est une « morale » extravagante... Ne paraît-il pas plus décent et plus fécond d'opposer à cette morale slave une nouvelle morale d'Occident, une incitation à un nouveau programme de vie? » (p.p. 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200).

Je m'excuse de cette trop longue citation, mais elle contient des déclarations si remarquables et si adéquates à la situation présente du monde que je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de les reproduire. Ortega y Gasset pense, en somme, que les mouvements à la fois libéraux et nationaux, qui ont marqué la vie de l'Europe au dix-neuvième siècle, sont épuisés, et qu'il nous faut dépasser tout ensemble le libéralisme et le nationalisme, inventer un nouveau programme de vie, si nous ne voulons pas tomber dans une sorte de déliquescence totale et dans ce que Nietzsche appelait le « nihilisme européen ». Mais ces mouvements à la fois libéraux et nationaux ont été l'œuvre de la bourgeoisie; cette classe aura marqué son passage sur la scène de l'histoire, par la création ou la promotion du capitalisme, du libéralisme et du nationalisme; mais le capitalisme aspirait aussi à l'internationalisme : l'école de Manchester, dont on a signalé souvent les affinités avec le marxisme, voulait être internationale; il y eut un commencement « d'Internationale bourgeoise »; Lamartine chanta « la Marseillaise de la Paix » et le libre-échange, un temps, l'emporta... L'Internationale bourgeoise avorta et l'Internationale socialiste, qui en fut comme une réplique, n'avorta pas moins : la première, celle de Marx, celle pour laquelle il écrivit la fameuse « Adresse inaugurale », celle que le judicieux Cournot avai tsaluée comme étant une « espérance substantielle », ne vécut qu'une courte et mythique existence. Il y eut, ensuite, la IIe, celle des politiciens socialistes, celle de Bebel, Kautsky, Guesde, Jaurès, Vaillant et *tutti quanti;* mais elle fit une faillite frauduleuse en 1914; le socialisme abandonna le drapeau rouge pour suivre les diverses bannières tricolores, et le nationalisme absorba le socialisme, comme il avait absorbé le manchestérianisme. De la grande guerre sortit bien le communisme russe et la IIIe Internationale; mais le communisme russe, Ortega y Gasset a raison de l'écrire, n'a rien de commun, au fond, avec le marxisme, et la IIIe Internationale avorta, comme les deux premières : Staline peut en effet passer, assez légitimement, pour un simple « panslaviste » camouflé en « marxiste »!

Nous en sommes là — la bourgeoisie a fait faillite, et *son* internationalisme, comme *son* libéralisme, sont liquidés : il ne reste que l'intensification extrême et artificielle, comme dit Ortega, du nationalisme, sous la forme absurde, archaïque et anachronique de ce fascisme, qui se prend — ô dérision! — pour une nouveauté! Mais « tous les nationalismes sont des impasses » et « n'offrent aucune issue » : ils ne sont, au fond, que la rançon historique, une rançon amère, stupide et cruelle, de la faillite du socialisme, la « pénitence médiévale », dont Sorel nous avait menacés. La vieille Europe, ce guêpier, ce panier de crabes, s'épuise en des luttes stériles; la « guerre des Etats » la dévore, bien que Proudhon ait déclaré qu'il n'y avait plus « un seul cas rationnel de guerre » — cependant que le fameux « péril jaune » se profile de nouveau à l'horizon et que Louzon nous prédit un « avenir chinois », en cet article du 10 décembre qui est une « anticipation » bien curieuse mais bien... pessimiste. Car, dans cette anticipation, que devient la lutte de classe, la « guerre des classes »? N'y a-t-il donc plus, aux yeux du marxiste avisé et pénétrant qu'est Louzon, aucune chance pour elle de jouer son rôle et de conjurer le destin asiatique de notre vieille Europe, de cet Occident, qui a, jusqu'ici, commandé l'histoire du monde — pour dire comme Ortega y Gasset? La classe ouvrière est, selon Marx, l'ombre de la bourgeoisie — *le voyageur et son ombre,* dirait Nietzsche; mais elle devait être aussi son fossoyeur : *une vraie Internationale,* syndicale et prolétarienne, n'a-t-elle donc aucune chance d'aboutir et de commander, à son tour, l'histoire universelle? Ortega y Gasset attend le nouveau commandement historique d'un groupe ethnique; il espère, tout comme Nietzsche, le salut de l'Europe de son unification; mais il s'avère tous les jours, d'une manière plus évidente, que la bourgeoisie est impuissante à réaliser cette unification, et qu'elle échoue, au contraire, lamentablement, dans l'autarchie nationaliste la plus honteuse. La Russie, en qui le génial et puissant Dostoïevsky voyait une sorte de « Christ-nation », échoue à son tour dans ce même nationalisme et abdique tout rôle international. Le prolétariat révolutionnaire, celui à qui Marx avait confié la mission historique d'enfanter la nouvelle civilisation, celle des producteurs, — rêve, dit Croce, que rêva, à son tour, Sorel, — serait-il donc, lui aussi, impuissant à réaliser cette mission? Ortega y Gasset réclame un nouveau programme de vie; la « morale slave » — celle que nous venons de voir en acte dans les fameux et monstrueux procès de Moscou — ne peut vraiment pas nous convenir, à nous, peuples de l'Occident, héritiers de la civilisation christiano-classique, qui éleva si haut le sentiment de l'honneur. D'aucuns espèrent en la France, qui serait appelée à relever une fois de plus, le drapeau révolutionnaire; mais, la France est bien épuisée; il ne semble plus y avoir en elle aucun ressort; toutes ses classes meurent de peur, comme disait récemment Louzon, et leurs luttes manquent vraiment d'envergure. La France a fait son... immortelle Révolution; c'est sa grandeur, si l'on veut, mais c'est aussi sa faiblesse et sa... servitude; car elle ne paraît vraiment plus capable d'aller au delà, et Proudhon signalait déjà, il y a cinquante ans et plus, que nous étions « une nation apostate ». Alors? D'où viendra le salut? En l'état présent du monde, état calamiteux et sinistre, bien malin qui pourrait émettre le moindre pronostic : *fata viam invenient.*

Edouard Berth.

P. S. — L'idée « homme-masse » est à discuter. Par « homme-masse » Ortega n'entend pas seulement les classes populaires; cet « homme-masse » qu'on pourrait appeler *homo democraticus,* se rencontre aussi bien chez les conservateurs et les bourgeois, que parmi les classes dites plébéïennes. L'opposition de Sorel à la démocratie partait d'une inquiétude analogue à celle qui étreint notre auteur; et sa théorie du syndicalisme révolutionnaire, *théorie des élites prolétariennes,* était destinée à conjurer le péril de la médiocrité démocratique montante.

UN DÉBAT FONDAMENTAL

Comment abattre le fascisme ?

Voici, maintenant, l'opinion de nos lecteurs[1]

Un peu d'histoire

L'article d'*Horace* nous a d'abord peu surpris car les communistes et les dirigeants de la Ligue des Droits de l'Homme nous ont habitués à des déclarations de ce genre.

Ce conseilleur paraît avoir oublié que déjà en 1792 la France fut jetée dans une guerre de libération par les excitations des Girondins, stimulés par des étrangers.

Jaurès a pu écrire que cette guerre fut « pour une grande part machinée » et n'était pas voulue par les souverains étrangers que la Gironde s'attacha à provoquer.

D'octobre 1791 à mars 1792, tandis que Brissot à l'assemblée et au club des Jacobins sonnait l'alarme, la presse girondine s'appliqua à dramatiser les moindres événements, à déformer les faits, à lancer des fausses nouvelles, à convaincre les esprits de la certitude d'une agression et elle créa en France une véritable psychose de guerre. Elle publiait chaque jour des correspondances de Belgique, des bords du Rhin, d'Allemagne annonçant l'approche d'importants contingents de troupes — même suédoises et russes qu'on ne vit pas — en reprochant aux Français « trop de sécurité et de mollesse, et une inaction coupable ». On lisait dans le *Journal général de l'Europe* une lettre ainsi conçue : « Français, nation généreuse mais trop crédule, il n'est qu'une seule marche à suivre : forcez votre ministère à faire entendre aux rois un langage ferme et digne d'un peuple libre... C'est votre inactivité qui fait leur force. Tous les peuples qui habitent les bords du Rhin espèrent en vous. » (6 oct.)

En décembre, le *Patriote français* de Brissot, le *Courrier* de Gorsas, les *Annales Patriotiques* de Carra font connaître que « tous les étrangers qui s'intéressent au sort de notre révolution sont étonnés de la léthargie où reste la nation française tandis que toutes les puissances qui l'environnent se coalisent et s'ébranlent pour la détruire ou l'asservir. » (2-13 déc.) Une lettre de Berlin s'étonne de « l'indifférence avec laquelle les Français voient les préparatifs incroyables qu'on fait partout contre eux. » (*Courrier français.*)

Hébert, entouré de réfugiés étrangers, se joint au concert. Il affirme dans le *Père Duchesne* que « tous les princes du Saint-Empire sont armés de pied en cap pour faire la conquête de la France. » Bientôt, il annonce qu'il part pour les frontières. « Qu'on me f... carte blanche et je vous promets de mettre comme il faut à la raison tous les princes d'Allemagne !... » En février, il soutiendra que la révolution ne sera faite que quand nous aurons eu la guerre. » (nos 88, 98, 113). Ce matamore resta d'ailleurs prudemment à l'arrière jusqu'au moment où il fut traduit au tribunal révolutionnaire.

Enfin, le chef des réfugiés étrangers, le prussien Anacharsis Cloots vint à l'Assemblée et au club des Jacobins : « Montrons à l'Europe que nous ne craignons pas la guerre et nous aurons la paix... Français, votre plus cruel ennemi c'est l'inaction, agissez promptement. » Puis, il condamna « les déclamations pacifiques dont souriaient les Puissances... Malheur et honte ! Si nous écoutions les lamentations des sophistes, nos ennemis se réjouiraient de notre mollesse... Le sort de l'univers va dépendre de la célérité et de la grandeur de nos mesures », et il annonça le désarmement après la victoire de la liberté. (13 déc. 1791-1er janvier 1792.)

Le but de cette campagne belliciste fut atteint. Au moment même où la Cour de France apprenait que l'Empereur « ne ferait rien » pour elle et où Marie-Antoinette s'emportait contre la « trahison » de son frère Léopold, l'Assemblée Législative et le peuple approuvèrent dans l'enthousiasme les préparatifs de guerre et les ultimatums de la Gironde, malgré l'opposition acharnée de Robespierre qui, dans une vision prophétique, annonça la résistance des peuples, l'épuisement du pays, la dictature militaire.

Le résultat fut une guerre de vingt-deux ans, le césarisme, trois invasions, le désastre final et surtout un venin nationaliste qui resta au cœur du peuple. Ce venin se montra en 1848 et accrut l'opposition de la province à la Révolution. Il reparut en octobre 1870 où les Blanquistes empêchèrent l'armistice et la paix ; il fut à l'origine de la Commune ; plus tard, il fit voter 80.000 révolutionnaires parisiens pour Boulanger et, malgré Jaurès, il subsista dans une grande partie de la classe ouvrière. On le vit en août 1914 et pendant la guerre où Vaillant et Dejeante, députés de la citadelle révolutionnaire de la capitale, se signalèrent parmi les plus effrénés jusqu'auboutistes. Après quatre ans de guerre et le traité de Versailles, en novembre 1919, la fameuse ceinture prolétarienne de Paris élut triomphalement toute la liste du Bloc National. Enfin, il ne fallut pas beaucoup d'efforts aux dirigeants communistes, sur le mot d'ordre de Moscou, pour faire entonner *la Marseillaise* par leurs troupes sans même que le pays eût été réellement menacé.

Aujourd'hui, la mobilisation morale de la prochaine guerre du Droit est presque achevée. Que demain, Paul Raynaud et Mandel, favorisés par Herriot et les communistes, appuyés par Pertinax, inaugurent au gouvernement une politique antiallemande en contre-partie de la fin de certaines grèves déclenchées dans un but de politique extérieure, l'union sacrée se réalisera dans un *ordre* parfait.

Chambelland, rapportant dans la *Révolution prolétarienne*, qu'un proscrit italien lui disait dernièrement à Nice : « Vous êtes, révolutionnaires français, bien trop lâches pour faire la guerre », ajoutait : « Nous sommes travaillés intensément par les révolutionnaires émigrés d'Allemagne et d'Italie. » Les articles de nombreux d'entre eux, particulièrement d'Heinrich Mann, dans la *Dépêche de Toulouse*, ceux de plusieurs journalistes dont certains vont jusqu'à emprunter des noms très français, prouvent que l'affirmation de notre camarade n'est pas exagérée.

Mais si l'exemple du passé ne servait à rien [2], si les Français, après avoir été incapables d'imposer à leur gouvernement l'ajustement nécessaire des traités et le désarmement lorsque, de l'aveu de Foch, celui de l'Allemagne était effectif, s'ils consentaient sous l'inspiration étrangère à se sacrifier à la défense du *statu quo* de 1919, en repoussant l'entente avec leurs voisins, s'ils se révélaient décidément les éternelles dupes du mensonge et des pires illusions, risquant leur destin pour le plus décevant des mirages, avec le seul appui de la « démocratie » stalinienne, — alors que les pays de vraie liberté : Angleterre, Suisse, Belgique, Scandinavie, ont vu clair — une telle sottise se paierait cher.

G. Michon.

---

(1) Voir les numéros des 25 septembre, 10 octobre, 10 et 25 novembre, 25 décembre 1937 et 10 janvier 1938.

(2) Lire A. Mathiez : *La Révolution et les étrangers.*

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LA CAUSE DE L'ACTUEL RALENTISSEMENT ECONOMIQUE

On sait que l'activité économique mondiale, qui s'était considérablement développée durant la première moitié de 1937, s'est brusquement ralentie au cours de cet été, ralentissement qui dure encore et ne prendra sans doute fin (si la guerre n'éclate pas d'ici là!) qu'au printemps prochain. C'est aux Etats-Unis que le phénomène s'est le plus accusé; ainsi l'activité de la métallurgie, qui avait dépassé 80% de la capacité des usines, y est tombée jusqu'à moins de 30%.

Au début de cette chute, certains se sont demandé si ce n'était pas déjà une nouvelle crise qui arrivait. Pour nous, nous ne l'avons pas pensé car les symptômes qui annoncent une crise (1) ne s'étaient jusque-là pas manifestés. Il n'en est pas moins utile de rechercher la cause de ce ralentissement, d'autant que, ainsi qu'on va le voir, ce ralentissement est dû à la même cause générale que les crises proprement dites : une « accumulation de capital » insuffisante, une transformation insuffisante de la plus-value en moyens de production.

La mesure que l'on s'accorde généralement à reconnaître comme la cause immédiate du ralentissement économique survenu aux Etats-Unis est l'impôt récemment établi sur les bénéfices *non distribués* des sociétés. Rappelons en deux mots en quoi cela consiste.

Les bénéfices réalisés par une société au cours de l'année ne sont généralement pas distribués tout entiers aux actionnaires, une part en reste dans les caisses de la société sous le nom de « réserves ». Malgré leur nom, ces sommes ne sont pas du tout mises en réserve, elles sont utilisées pour accroître la capacité de production de l'entreprise, elles servent à construire de nouveaux bâtiments, à acheter de nouvelles machines, etc...; en un mot, elles sont transformées en moyens de production, c'est-à-dire en capital. La constitution de « réserves » n'est donc pas autre chose qu'une « accumulation de capital » effectuée directement par la société; c'est la société elle-même, et non ses actionnaires individuellement, qui transforme en capital une part de la plus-value réalisée au moyen de ses capitaux antérieurs.

Jusqu'en 1936, ces réserves n'étaient soumises, en Amérique, à aucun impôt spécial, pas plus d'ailleurs qu'elles ne le sont en Europe. Or, en 1936, Roosevelt les frappa d'un impôt, et même d'un impôt fort lourd, afin d'obliger les sociétés à ne plus faire de réserves, à distribuer la totalité de leurs bénéfices aux actionnaires.

Tant au point de vue juridique que fiscal cet impôt est absolument justifié. Sans aucun doute les actionnaires ont droit à ce qu'il leur soit versé la totalité des bénéfices car ils n'ont pas chargé la société d' « économiser » pour eux, ils lui ont fourni des capitaux uniquement pour qu'elle réalise pour leur compte de la plus-value et qu'elle la leur distribue; à eux de s'en servir à leur guise, libre à eux, s'ils le veulent, de redonner à leur société une part des bénéfices qu'ils ont touchés afin qu'elle s'agrandisse, mais cela est affaire de chacun.

D'autre part, la constitution de réserves frustre le fisc. Elle le frustre deux fois. L'opération régulière consisterait en effet à ce qu'au lieu d'être mises en réserve, ces sommes soient d'abord distribuées à titre de dividendes, et à ce moment, elles auraient à subir un impôt, celui qui frappe les dividendes, — ensuite, que pour se procurer les ressources nécessaires à son agrandissement, la société procède à une augmentation de capital, opération également soumise à un impôt. C'est ce double impôt qu'évite la constitution des réserves, et c'est d'ailleurs pour cela qu'elle est faite.

L'impôt Roosevelt sur les bénéfices non distribués est donc on ne peut plus légitime.

Mais sa conséquence fut — c'était d'ailleurs le but poursuivi — que l'an dernier, afin d'éviter ce lourd impôt, les sociétés distribuèrent tous leurs bénéfices, sans faire de « réserves ». Bien plus, comme les anciennes réserves étaient, elles aussi, soumises à l'impôt, tout ce que les sociétés en avaient encore sous forme liquide fut distribué également aux actionnaires. De ce fait, les sociétés n'eurent plus rien pour « accumuler », plus d'argent à transformer en capital, plus de « réserves » pour acheter de nouveaux moyens de production, d'où diminution de la demande en ceux-ci, d'où ralentissement de l'activité économique.

Ce n'est évidemment là qu'une chose passagère. Les sociétés pourront à l'avenir trouver l'argent nécessaire à leurs agrandissements en faisant appel à des capitaux qui proviendront notamment des sommes qu'elles ont distribuées au lieu de les mettre en réserve, mais ces sommes ne leur parviendront plus que par un circuit. Avant que ce circuit ne s'établisse et ait eu le temps d'être parcouru, il se produit forcément un arrêt dans l'accumulation du capital. Cet arrêt est la cause du ralentissement économique observé aux Etats-Unis et qui a plus ou moins sa répercussion dans le monde entier.

(1). — Pour l'indication de ces symptômes on peut voir la note de la *R.P.* du 1er juin 28 : *Allons-nous vers une crise de surproduction classique ?*

Une fois que le circuit se sera établi (2) il se poursuivra, l'accumulation du capital reprendra son cours régulier et aussi l'activité économique, si rien d'autre ne survient, bien entendu.

VERS UNE NEP JAPONAISE

Nous avons déja attiré l'attention sur les modifications de « structure » réclamées, et partiellement effectuées, par l'armée dans l'économie japonaise.

C'est au Mandchoukouo que ces modifications avaient été le plus poussées. On sait que depuis qu'elle a été conquise par le Japon, la Mandchourie est entièrement administrée, politiquement et économiquement, par l'armée, le gouvernement de Tokyo y étant en fait dépossédé de tout pouvoir. Maîtresse de la Mandchourie, l'armée japonaise avait donc organisé tout naturellement celle-ci selon ses idées, c'est-à-dire en y établissant le capitalisme d'Etat.

Depuis longtemps, bien avant la conquête, les chemins de fer du sud de la Mandchourie étaient la propriété d'une compagnie japonaise, de forme privée, mais qui était entièrement entre les mains de l'Etat japonais; elle n'était en effet qu'un prête-nom destiné à sauvegarder les apparences tant que la Mandchourie se trouvait encore nominalement sous la souveraineté de la Chine. C'est de cette même compagnie dont s'est servi comme prête-nom à son tour l'armée japonaise pour réaliser le capitalisme d'Etat : à peu près toutes les entreprises industrielles, commerciales, financières de la Mandchourie sont devenues propriétés de cette « Compagnie des chemins de fer de la Mandchourie du Sud », qui, ainsi, n'est plus seulement une compagnie de chemins de fer, mais une entreprise universelle, s'occupant, pour le compte de l'Etat, des choses les plus diverses : un immense trust d'Etat.

Or ce capitalisme d'Etat, presque intégral, paraît être depuis peu en voie d'abandon partiel. Nous avons déjà signalé, je crois, qu'une compagnie mixte, formée d'une part de l'Etat japonais, de l'autre de capitalistes américains, avait été fondée, à la veille de la Conférence de Bruxelles, pour le développement de l'industrie lourde de la Mandchourie. D'autre part, plus récemment encore, on a appris qu'une autre compagnie mixte allait être constituée, également pour l'industrie lourde, et sur le même modèle : participation pour moitié de l'Etat, et pour moitié de capitalistes privés, mais cette fois-ci les capitalistes sont Japonais.

(2). — Le circuit n'est pas encore rétabli, comme le montre le fait que tout récemment, de très puissantes sociétés américaines, le Trust de l'Acier par exemple, ont emprunté aux banques des sommes considérables *à court terme* pour procéder à de nouvelles installations industrielles, c'est-à-dire des choses qui devraient normalement être financées par des augmentations de capital ou des emprunts à longue échéance. C'est, je crois bien, la première fois qu'on voit pareil fait se produire.

Il semble donc qu'il y ait actuellement tendance dans le Mandchoukouo à substituer les compagnies mixtes à l'Etat, dans certaines branches de l'industrie tout au moins. C'est-à-dire, réaliser la même opération que celle tentée en Russie par Lénine en 1921, et qui, d'ailleurs, avorta complètement, puisque ces compagnies mixtes durèrent à peine un couple d'années.

Par contre, au Japon même c'est un mouvement en sens inverse que l'on constate. Le capitalisme privé y est encore le seul maître d'à peu près toutes les branches de la production, mais le gouvernement a décidé de proposer au Parlement la constitution d'une société d'Etat qui contrôlerait toute l'industrie électrique. Les « nécessités de la guerre » ont fourni le prétexte pour cette étatisation.

Et la Chine? La partie de la Chine qui est maintenant entre les mains du Japon, et qui comprend, ne l'oublions pas, les régions les plus industrialisées de toute la Chine : Pékin, Tien-Tsin, Shanghaï... D'après les nouvelles, mais il va de soi que les renseignements en ces matières, pourtant capitales, sont toujours extrêmement vagues et imprécis, l'armée japonaise aurait l'intention d'organiser aussi ces nouveaux territoires sous le régime de l'économie mixte, mais d'une économie mixte différente de celle que nous venons de dire pour le Mandchoukouo, car chacune des deux parties, Etat et capitalisme privé, aurait son propre secteur : l'industrie textile resterait au capitalisme privé; les chemins de fer, l'électricité, les mines deviendraient propriété de l'Etat.

Ainsi, c'est bien vers une sorte de Nep généralisée que, sous la nécessité d'assurer et d'organiser ses conquêtes, nécessité qui s'exprime par la voix de l'armée, le Japon paraît s'orienter.

PRODUCTION! PRODUCTION!

La production de fonte en France en 1937 a été de 7.916.000 tonnes contre 6.230.000 tonnes en 36, et 5.789.000 tonnes en 35. Ainsi, durant l'année dernière pendant laquelle les conquêtes de Juin 36 ont été appliquées toute l'année, la production de fonte a été supérieure de 27% à ce qu'elle avait été en 36 où ces conquêtes n'avaient été appliquées que durant six mois, et supérieure de 36% à la production de 35, où elles ne l'avaient pas été du tout.

Situation analogue pour l'acier dont la production française a été en 1937 de 7.902.000 tonnes, contre 6.708.000 tonnes en 36, et 6.277.000 en 35, soit une augmentation de 17% et 25% respectivement.

Il en est de même partout. Dans presque toutes les branches, la production de 37 atteint des chiffres record par rapport à ceux de toutes les années immédiatement précédentes. Le mensonge de la baisse de la production à cause des « lois sociales » est donc un pur mensonge, un mensonge de même grandeur que celui de la baisse des bénéfices pa-

tronaux, ainsi que nous l'avons montré par notre tableau du 25 novembre.

Il y a cependant une exception. C'est celle des charbonnages. Il est exact que la production de charbon, en France, n'augmente pas, qu'elle a plutôt une tendance à diminuer. Mais c'est qu'ici intervient un nouveau facteur : la capacité des gisements. Un gîte, même de houille, n'est pas inépuisable, et dès qu'il commence à trop diminuer il n'est plus possible d'y accroître l'extraction. C'est ce qui arrive dans le principal bassin houiller français, celui du Nord et du Pas-de-Calais. Les quantités de charbon exploitable commencent à s'y réduire trop sensiblement pour qu'on puisse économiquement en pousser trop l'exploitation. D'ailleurs, loin de pousser à un accroissement de la production de charbon, nos bons patriotes, s'ils étaient logiques et de pas trop courte vue, devraient tendre au contraire à la réduire le plus possible, car moins on tire annuellement de charbon et plus il dure longtemps. Or, le jour où les mines du Nord et du Pas-de-Calais seront épuisées et où la production houillère de la France sera, de ce fait, pratiquement réduite à zéro, l'indépendance économique et politique de la France ne sera plus qu'un mot.

QUI AVAIT INTERET A SAUVER MICHELIN ? QUI POUVAIT JETER UN MILLIARD DE FRANCS SUR LE MARCHE ? — LA BANQUE LAZARD!

Nous avons indiqué, la quinzaine dernière, que la raison pour laquelle ses patrons avaient invité Chautemps à démissionner, et lui avaient fourni à cet effet le prétexte des changes, était sans doute la nécessité où se trouvait un certain patronat d'étouffer l'affaire du Csar et, pour cela, de remplacer Dormoy par un homme plus sûr, par exemple l'homme qui utilise la Sûreté à mettre de la cocaïne dans le sac d'une femme qui le gêne afin de la faire repartir pour l'Indochine.

Les événements qui se sont passés depuis n'ont fait que confirmer cette indication : depuis le jour où Chautemps a constitué son nouveau ministère les découvertes de dépôts d'armes et de crimes ont brusquement cessé, tandis que Dusseigneur était transporté immédiatement à l'infirmerie, en attendant de l'être dans une « clinique », car le pauvre est, paraît-il, très « déprimé » !

Mais qui, au juste, a fait le coup? Qui a opéré la pression sur les changes?

Il va sans dire que c'est, avant tout, au profit de Michelin que l'opération a été faite. Ce n'est pas par hasard que tous les ingénieurs arrêtés sont des employés de Michelin; ce n'est pas un hasard non plus si, dès le lendemain de l'arrestation de Locuty, un administrateur de Michelin a démissionné et si Marcel Michelin et le susdit administrateur ont été signalés à ce même moment comme « voyageant » à l'étranger; ce n'est peut-être pas par hasard non plus que les arrestations de Locuty, et autres employés de Michelin, ont eu lieu presque immédiatement après l'accident de Pierre Michelin qui ne voyageait sans doute pas sans quelques papiers dans son auto ou dans son portefeuille.

Mais est-ce la maison Michelin elle-même qui a opéré la pression sur les changes? C'est peu probable. Si cette pression a atteint l'ampleur qu'on a dit — et si elle n'a pas atteint cette ampleur, il est inadmissible que les ministres socialistes s'en soient laissé influencer — Michelin n'est pas une puissance financière et monétaire suffisante pour avoir pu l'exécuter. Le fonds d'égalisation des changes dut fournir, paraît-il, pour un milliard de devises. Il a donc fallu qu'on lui donne en échange un milliard de francs. Michelin n'a pas évidemment, comme cela, un milliard de francs de disponible, d'un seul coup.

Alors qui?

Il est facile de le déduire.

On sait que, depuis la faillite d'André Citroën, ses usines d'autos sont tombées sous le contrôle de Michelin d'une part et de la banque Lazard de l'autre. Deux associés qui ne s'entendent pas toujours très bien, parce qu'il s'agit de savoir qui aura la prépondérance. Mais deux associés qui sont néanmoins sur le même bateau, et dont l'un ne peut laisser choir l'autre sans que le bateau ne risque de chavirer. D'ailleurs, rendre service à un associé, et quel service! c'est le meilleur moyen d'avoir barre sur lui. La banque Lazard est donc la première intéressée à ce que les Michelin n'aillent pas rejoindre le Dusseigneur.

Or, d'autre part, il se trouve que la banque Lazard est l'un des très rares groupes financiers, sinon le seul, qui soit capable d'exercer avec une telle rapidité une pression d'une telle envergure sur le change français. Elle est la grande spécialiste des changes. C'est elle qui fut chargée par Poincaré des deux grandes opérations sur le franc, celle de 23-24 et celle de 26-27. Ses ressources sont considérables car non seulement les siennes propres sont certainement très copieuses, mais au besoin elle peut compter sur celles de Morgan dont elle est en France le représentant. Seule donc, ou à peu près, la banque Lazard était à même de jeter comme cela, instantanément, un milliard de francs sur le marché. Pour ces deux raisons on peut considérer comme extrêmement probable que c'est elle qui a fait le coup.

Cette probabilité se serait changée avec la plus grande facilité en certitude juridique si on s'était livré à la moindre enquête dans les maisons de change. Mais on ne s'est même pas donné la peine de faire semblant d'en faire une, et... personne ne s'en est étonné! Chacun est tout prêt à évoquer le fantôme de la spéculation là où elle n'a rien à faire afin simplement de se créer des illusions ou de se tirer d'un mauvais pas, mais lorsqu'on se trouve en présence d'un cas typique et ultra-carac-

térisé d'une « manœuvre contre le franc » personne ne dit mot.

Pauvre France!

LA RANÇON : L'IMPUNITE DES ASSASSINS DE REISS

Politique d'équilibre : Chautemps-Sarraut vont étouffer l'affaire des gens du Csar, serviteurs d'Hitler et de Mussolini; pour compenser, on laisse s'enfuir la Grosowsky, servante de Staline, la seule des assassins de Reiss que la police française ait consenti à arrêter... l'espace d'un matin. Car on ne peut pas trop mécontenter la Russie : quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils veuillent, et quels qu'ils soient, les gouvernements français d'aujourd'hui sont liés aussi servilement à la Russie stalinienne que leurs prédécesseurs d'avant 14 l'étaient à la Russie de l'ancien czar, et pour la même raison : raison militaire.

Le gouvernement français ne peut pas faire toujours exactement ce que Staline voudrait, en vertu notamment de cet antagonisme anglo-russe que Giauffret a eu si raison de rappeler l'autre jour, mais quand, pour une raison ou une autre, on est obligé de faire quelque chose qui ne plaît pas à Staline, il faut lui offrir en compensation un petit cadeau : l'impunité des assassins du Guépéou par exemple, les révolutionnaires étant tout indiqués pour faire les frais de la nouvelle alliance anglo-russe, comme ils l'ont si souvent fait de l'ancienne.

L'extravagante mise en liberté sous caution de la Grosowsky et sa fuite, comme la non-arrestation de son mari, d'Efron et de Belitzki, confirment ce que la *R. P.* a dit à propos de la « perquisition » du Guépéou chez la femme de Maurin à Neuilly : les révolutionnaires ne peuvent désormais compter pour se défendre des assassins du Guépéou que sur eux-mêmes.

R. Louzon.

DANS LES T.C.R.P.

Les staliniens battus

Le 4 février, se tenait, à Japy, l'assemblée générale extraordinaire du syndicat général des T. C. R. P.

A l'ordre du jour, vote au bulletin secret sur des modifications aux statuts syndicaux.

Deux thèses étaient en présence, l'une, défendue par les « fils du peuple », donnait aux délégués, en majorité de tendance stalinienne, plein pouvoir pour désigner le Conseil d'administration du syndicat.

Ce système — actuellement en vigueur — permettait toutes les petites combines et les cellules s'en donnaient à cœur joie dans le sabrage des anciens confédérés.

La deuxième thèse était défendue par les partisans de l'indépendance syndicale. Ce fut celle-ci qui triompha, malgré l'appui du Bureau syndical à l'autre système. Les syndicalistes proposaient que chaque section syndicale fut représentée au Conseil d'administration par un délégué, élu au bulletin secret.

Par 1102 voix, contre 909 au Bureau syndical, les syndiqués manifestaient leur désir de mettre un peu d'ordre dans leur syndicat.

Ce vote de défiance signifie nettement que le Bureau actuel ne représente nullement la pensée des syndiqués.

En votant contre la proposition, présentée par le Bureau, les syndiqués ont indiqué catégoriquement que celui-ci ignore totalement ce qui se passe dans les dépôts.

Ce vote a aussi un autre sens, il est une indication du mécontentement qui règne depuis longtemps dans la corporation. Les syndiqués reprochent au Bureau de manquer d'énergie dans l'application de la loi de 40 heures; d'avoir accepté des conditions de travail scandaleuses pour le personnel du roulant; de s'être laissé rouler sur la question des temporaires par la S.T.C.R.P.; de gaspiller les fonds syndicaux dans une multitude d'œuvres plus ou moins intéressantes; d'avoir englouti des centaines de milliers de francs dans un château dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il ne correspond nullement à ce qu'il fallait acheter comme maison de repos; de manquer de cran dans la discussion des revendications, etc... C'est contre tout cela et bien d'autres choses encore que les syndiqués ont protesté, ils ont surtout l'impression que leurs secrétaires de syndicat sont des dirigés et non pas des dirigeants.

Sentant le mécontentement qui règne, nos secrétaires veulent employer les méthodes russes, c'est-à-dire le baillon, contre les militants non dans la ligne. En attendant la caponnière de Vincennes, on juge à huis clos, avec des faux, sans entendre l'accusé. On exclut temporairement, en attendant mieux, le camarade Fabre coupable d'avoir dénoncé l'incapacité des dirigeants syndicaux. Les Béni-oui-oui de toujours cherchent la bagarre et empêchent de parler les militants susceptibles de dénoncer la pagaïe qui règne à demeure dans l'organisation. Les militants syndicalistes ne se laisseront pas faire; ni les injures, ni la bagarre ne les empêcheront de dire la vérité partout. Dans tous les dépôts, les camarades révolutionnaires se ressaisissent, ils sont bien décidés à ne pas tolérer la dictature stalinienne dans leur syndicat, à redresser le courant qui mène leur belle organisation à la ruine financière et morale.

La victoire du 4 février donnera du courage, de l'ardeur aux militants syndicalistes des T.C.R.P.; elle leur prouve qu'il ne faut pas désespérer de l'idéal révolutionnaire, malgré les mensonges, le bourrage de crâne de tous les « fils du peuple » à la main tendue.

R. Deveaux.

S.N.I.E., 32, Rue de Ménilmontant, Paris (20e)

Le gérant : M. Chambelland.

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.

▼

Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

Le livre d'Yvon et les éditions réduites de Legay et de Smith sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions pour les trois ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

Les Editions de la Révolution Prolétarienne

se donnent pour but de fournir à ceux qui ne veulent pas se laisser tromper les moyens de se reconnaître au milieu des éléments mouvants de la vie politique et sociale quotidienne.

La politique n'est qu'une superstructure; elle est déterminée par l'infrastructure économique et par la structure sociale.

Les deux premiers volumes de notre collection permettent de comprendre les raisons profondes

de la politique extérieure :

Précis de Géographie économique

par **J. F. HORRABIN**, traduction de **J. Péra.**

45 cartes. 9 francs.

de la politique intérieure :

L'ECONOMIE CAPITALISTE

Principes d'Economie politique

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition. 12 francs.

Les 2 volumes ensemble : 20 francs franco

Adresser les commandes à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 734.99**)